

# "Pas d'accord commercial avec un paradis fiscal !"

Le président du Conseil européen, Donald Tusk, a fait parvenir vendredi 31 mars aux 27 chefs d'Etat un document comportant les lignes directrices pour la négociation d'un accord commercial entre l'Union européenne et le Royaume-Uni.

Ce document insiste, en son alinéa 19, sur la nécessité de conditionner la conclusion de cet accord à la garantie que le Royaume-Uni respecte certains standards en matière de concurrence fiscale. En effet, les officiels britanniques avaient averti à plusieurs reprises que le gouvernement britannique n'hésiterait pas à baisser ses prélèvements obligatoires pour compenser d'éventuelles sanctions commerciales.

Contrecarrer la concurrence fiscale pour mieux pressurer les citoyens

La réponse des gouvernements européens est tout de même ahurissante. Dans un monde normal, les dirigeants prendraient acte et tenteraient d'aménager leur fiscalité pour créer un environnement attractif et compétitif, capable d'attirer les talents et les capitaux. Mais nos gouvernements refusent de modérer leur rapacité et préfèrent favoriser la diffusion de leurs mauvaises pratiques fiscales, quitte à affaiblir la compétitivité de tout un continent.

Que la baisse de la fiscalité en vienne à être utilisée comme une menace et une arme diplomatique en dit long sur le lamentable niveau des débats économiques qui agitent le continent européen. Les gouvernements ne semblent pas considérer que c'est de toute manière dans l'intérêt de leurs populations respectives de payer le moins d'impôt possible, pour favoriser le développement économique.

L'apparition d'un paradis fiscal aux portes de l'Europe serait tout à fait utile. Le fait que les prélèvements obligatoires et les dépenses publiques s'élèvent en moyenne respectivement à 40% et 48% du PIB dans l'Union européenne suggère une concurrence fiscale encore trop faible qu'il conviendrait de stimuler davantage.

Mercantilisme et caprices politiques

La médiocrité des discussions économiques se ressent également quand chacun laisse entrevoir la possibilité d'une guerre commerciale. Les dirigeants européens conçoivent l'ouverture du marché continental aux Britanniques comme une concession, et pensent qu'ils n'ont presque rien à perdre à fermer le marché européen aux Britanniques. En réalité, tout le monde gagnerait à pouvoir commercer librement sans avoir à subir de quelconques obstacles inutiles.

Les dirigeants européens préfèrent instaurer des barrières, quitte à aller contre les intérêts de leurs

propres citoyens, car un Royaume-Uni en bonne santé « en dépit » du Brexit affaiblirait la légitimité de l'édifice communautaire. Les partisans de l'intégration n'ont cessé de professer l'apocalypse dans l'hypothèse d'une sécession britannique. Certes, le Royaume-Uni n'est pas encore sorti de l'UE, il est donc impossible de dresser un bilan pour l'instant. Mais comment réagirait-on si, une fois cette sortie achevée, le scénario catastrophe ne se produisait pas ? La peur de la pauvreté - qui explique encore un certain attachement vis-à-vis de l'Union européenne - n'aurait plus aucune raison d'être. L'eurosepticisme gagnerait davantage les populations.

Pour plus d'informations et de conseils de ce genre, c'est ici et c'est gratuit